

Démocratie

LISTES CITOYENNES AUX MUNICIPALES : NOUVELLE ÉTAPE DE LA RECOMPOSITION POLITIQUE ?

Emma Coroler, Pierre Quenehen, Théo Bourgoïn-Verdier

13/03/2020

La campagne des élections municipales de cette année a vu émerger une multiplication de listes citoyennes. Si ce phénomène était déjà à l'œuvre lors des élections municipales de 2014, le scrutin de cette année se situe dans une continuité et marque même un essor significatif. C'est ce que Emma Coroler, Pierre Quenehen et Théo Verdier, experts associés à la Fondation Jean-Jaurès, ont analysé en examinant la stratégie de communication numérique des différentes forces partisans lors de cette campagne dans les dix plus grandes villes en France.

Le premier tour des élections municipales constitue le scrutin électoral qui mobilise le plus les Français en dehors de la présidentielle. À ce titre, le dimanche 15 mars représente un double test pour les partis politiques hexagonaux. Il s'agit tout d'abord d'un révélateur de l'ancrage local. On a d'ailleurs vu émerger lors de la campagne une première bataille menée pour le titre du parti ayant investi le plus de listes. Les résultats font également office d'indicateur de la popularité partidienne au niveau national, à deux ans de la présidentielle.

La campagne a toutefois vu émerger une multiplication de listes dites « citoyennes ». Quel que soit le profil des villes concernées, on constate l'essor de collectifs de candidats se réclamant de la société civile, arguant de leur indépendance vis-à-vis des logiques partisans traditionnelles.

Le scrutin municipal de 2014, tout comme la présidentielle de 2017, a vu se populariser le recours à la société civile dans le choix des candidats. Le cas des municipales 2020 apparaît toutefois exceptionnel. La plateforme Action commune recense 342 listes participatives à l'aube du premier tour. Une donnée à ramener aux 411 listes investies par le Rassemblement national dans des communes de plus de 1 000 habitants ou encore aux 289 investitures accordées à des « marcheurs » par le parti présidentiel dans des villes de plus de 9 000 habitants.

Face à cet essor, la multiplicité des situations interroge. Quelques exemples. À Toulouse, le maire sortant Jean-Luc Moudenc inventorie ses colistiers comme « appartenant » ou « n'appartenant pas

à un parti politique », revendiquant une dynamique citoyenne alors même qu'il est soutenu à la fois par La République en marche et Les Républicains. Soutiens dont il ne fait pas état de par sa communication lors de cette campagne. Face à lui, le mouvement Archipel citoyen a été bâti à l'issue d'un mouvement citoyen d'ampleur et d'une logique de co-construction du programme. Il affiche pourtant de manière visible le soutien de plusieurs partis, dont Europe Écologie-Les Verts et La France insoumise.

Le cas toulousain, comme une multiplicité de villes étudiées à travers la présente étude, interroge la stratégie de communication des candidats et le positionnement des principaux partis politiques au niveau local. Quel est l'objectif recherché lorsqu'une liste met en avant son identité « citoyenne » ? Cherche-t-on à parer au déficit de popularité des formations politiques traditionnelles ? S'inscrit-on dans une logique d'ouverture de notre vie politique ? La présente étude entend, dans une mesure restreinte, quantifier le phénomène d'anonymisation des listes présentées par les principaux partis politiques et explorer les principaux facteurs à l'origine de ce phénomène.

Quelle stratégie d'affichage de l'étiquette partisane aux élections municipales ?

Note méthodologique

Nous avons réalisé une étude quantitative de la communication numérique des candidats présentés ou soutenus par six des principaux partis français : La France insoumise (LFI), Europe Écologie-Les Verts (EELV), le Parti socialiste (PS), La République en Marche (LREM), Les Républicains (LR) et le Rassemblement national (RN). Et ce, dans les dix plus grandes villes de France.

Pour chaque ville, nous avons tenu à déterminer si le candidat tête de liste – ou le binôme le cas échéant – ainsi que sa liste affichaient ou non leur affiliation au parti dont ils bénéficient de l'investiture ou du soutien. Nous avons analysé les comptes personnels des candidats concernés et de leurs listes sur le réseau social Twitter, choisi de par son adoption massive au sein du panel de listes étudiées. Nous avons également passé en revue les pages principales des sites personnels des personnalités du panel et les sites de campagne de leurs listes. Ces contenus ont été analysés dans la limite de quinze jours précédant leur date de consultation. Cette dernière ayant eu lieu entre le 19 février et le 3 mars 2020. Les programmes ont également été analysés, mais finalement non retenus dans l'étude car trop peu avaient été publiés avant le début du mois de mars.

Les listes étudiées le sont dans les dix villes listées ci-dessous. La campagne municipale dans ces

communes concerne plus de 5,7 millions d'habitants, soit 8,6% de la population nationale.

Tableau n°1 : population municipale 2016 des dix plus grandes villes françaises

Rang	Commune	Population municipale 2016
1	Paris	2 190 327
2	Marseille	862 211
3	Lyon	515 695
4	Toulouse	475 438
5	Nice	342 637
6	Nantes	306 694
7	Montpellier	281 613
8	Strasbourg	279 284
9	Bordeaux	252 040
10	Lille	232 440

Source : [Insee](#).

Le positionnement des principaux partis dans les dix plus grandes villes françaises

Notre étude a démarré par l'analyse des comptes et sites personnels des candidats têtes de liste – ou le binôme le cas échéant – dans les dix villes du panel. À noter que chaque parti y présente ou

soutient une liste – certaines listes étant parfois soutenues par plusieurs partis du panel – exception faite de Nice où le candidat LREM s’est désisté. **La communication de 55 listes, et des têtes de listes correspondantes, a ainsi été analysée dans les villes du panel.**

Notre démarche vise à déterminer si le candidat et sa liste font état des soutiens partisans qu’ils ont reçus à travers la communication numérique qu’ils destinent à leurs électeurs au cours de cette campagne. Il existe bien sûr pour ces derniers de nombreux moyens de détecter l’affiliation d’un candidat (presse, communication des partis nationaux, bouche-à-oreille, etc.). Il apparaît néanmoins important de se centrer sur la volonté d’affichage de l’émetteur principal de cette communication : le candidat et sa liste. Et ce, en vue de déterminer les facteurs les amenant à afficher ou non leurs soutiens ainsi que de relever des tendances nationales. Ces résultats peuvent entrer en contradiction avec la stratégie d’affichage décidée sur les affiches électorales et les bulletins de vote. Ils résument en ce sens la communication réalisée par la liste au cours de la campagne, plutôt que dans sa dernière étape.

Parmi les têtes de liste étudiées, 30 candidats sur 55 affichent leur affiliation aux partis qui les ont investis ou les soutiennent, soit 54% du panel. Au contraire, 24 candidats (44%) n’affichent par leur étiquette partisane. **En d’autres termes, 44% des candidats investis ou soutenus par les principaux partis français dans les dix plus grandes villes du pays ne font pas état de leur affiliation partisane.**

Tableau n°2 : Relevé des stratégies d’affichage des affiliations partisans des candidats et listes étudiées dans les dix plus grandes villes de France

	Oui		Non		NA	
	Candidats	%	Candidats	%	Candidats	%
Le candidat affiche-t-il son affiliation au(x) parti(s) qui l’a(ont) investi ou la soutien(nen)t ?	30	54%	24	44%	1	2%

	Oui		Non		NA	
La liste affiche-t-elle son affiliation au(x) partis qui l'a(ont) investie ou la soutien(nen)t ?	31	56%	20	36%	4	7%

Source : Fondation Jean-Jaurès.

Un candidat n'a pu être catégorisé : Philippe Poutou n'affiche pas le soutien d'un des partis du panel le soutenant (LFI), mais se présente néanmoins comme étant lié au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Il est donc identifié dans la catégorie Non Applicable (NA).

Au niveau de la communication des listes elles-mêmes, on note que 31 listes étudiées, soit 56% du panel, mentionnent explicitement les partis qui les soutiennent. Tandis que 20 listes (36%) ont fait le choix inverse. Ces dernières préfèrent le plus souvent mettre en avant des logiques citoyennes. Quatre listes affichent une stratégie ambiguë face à laquelle nous avons préféré ne pas appliquer notre qualification.

À Montpellier, par exemple, la liste #NousSommesMontpellier est soutenue par La France insoumise sans pour autant en faire mention. Elle se présente comme « un mouvement populaire qui dans la perspective des élections municipales de Montpellier en 2020 vise à construire une ville écologiste et solidaire faite par et pour ses habitant.e.s ». La position des candidats sur la liste a été déterminée par un système de vote à points intégrant l'ensemble de la liste.

À Paris, la maire sortante a bâti son collectif Paris en commun hors des étiquettes partisanes. Ni la liste, ni Anne Hidalgo n'affichent l'investiture socialiste, que ce soit par la présence du logo ou de simples mentions textuelles. Paris en commun fait, en revanche, état d'une démarche citoyenne, vantant « une réhabilitation de l'expertise et du rôle de la connaissance dans le débat politique ».

Les candidats EELV et RN misent sur leurs étiquettes partisanes, au contraire des partis traditionnels

L'analyse par parti présente une importante diversité dans les stratégies d'affichage choisies.

On observe une tendance affirmée des candidats du panel présentés par Europe Écologie-Les Verts ainsi que par le Rassemblement national à afficher leurs couleurs partisanes. 80% des candidats EELV mentionnent leurs liens partisans *via* leur communication numérique ; 90% en ce qui concerne les candidats RN.

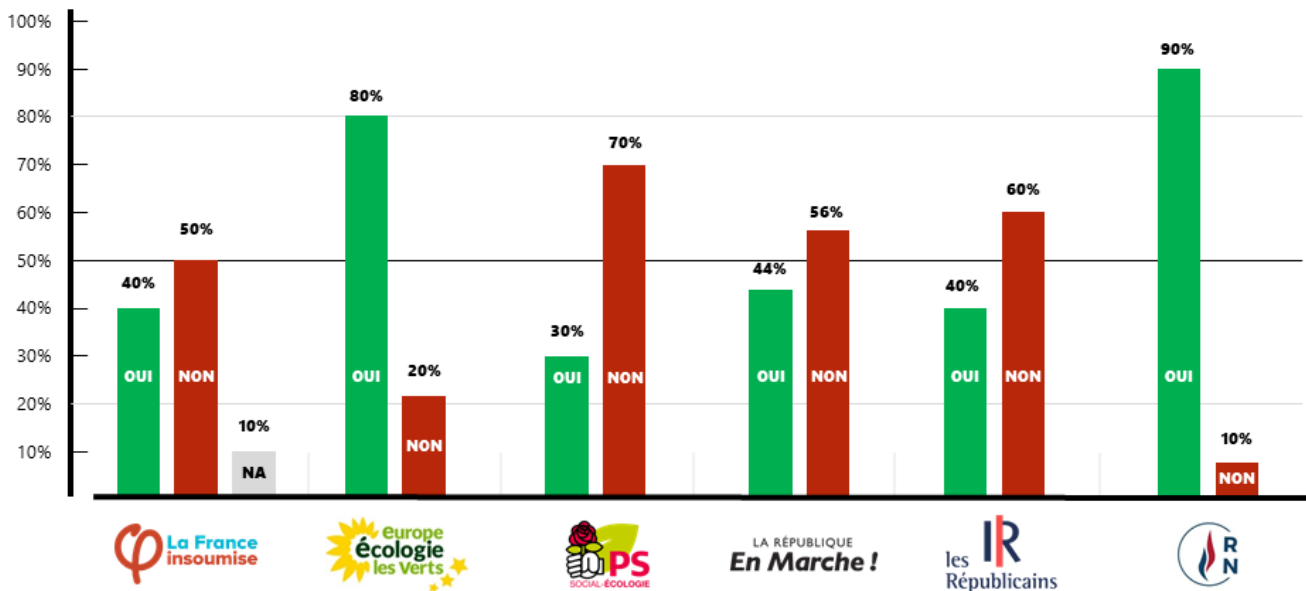
EELV et le RN se rejoignent ainsi dans leur stratégie d'affichage. Les causes racines de cette mise en avant peuvent converger : les deux formations ne présentent aucun maire sortant dans les villes concernées. Et diverger dans le sens où EELV met à profit une vague de popularité croissante, démontrée par sa percée aux élections européennes ainsi que l'attachement grandissant de la population aux enjeux écologiques. Du côté du RN, on perçoit une volonté forte d'associer la candidature à la popularité de Marine Le Pen et de sa formation auprès de ses sympathisants. La présidente du RN étant ainsi régulièrement mise en avant sur les supports des candidats étudiés.

Graphique n°1 : Relevé des stratégies d'affichage des candidats têtes de liste présentés par les 6 partis du panel dans les dix plus grandes villes françaises

Les candidats têtes de liste étudiés affichent-ils leur affiliation au(x) parti(s) qui les ont investis ou les soutient ?



Proportions des candidats affichant leur(s) étiquette(s) partisane(s) via leur communication numérique sur les 10 plus grandes villes françaises au premier tour des élections municipales du 15 mars 2020 pour les 6 partis étudiés. Tous les partis étudiés présentent un panel de 10 candidats, sauf LREM dont le candidat à Nice s'est retiré du scrutin.



Source : Fondation Jean-Jaurès.

À l'inverse, **le Parti socialiste tend majoritairement à présenter des candidats qui ne mettent pas en avant leur affiliation**. 70% des candidats du panel investis ou soutenus par le PS n'en font pas mention. Les trois maires sortantes socialistes – Anne Hidalgo à Paris, Johanna Rolland à Nantes et Martine Aubry à Lille – bénéficient d'une notoriété locale importante où leur étiquette est connue des électrices et électeurs. La stratégie du Parti socialiste diffère ainsi avec celle d'EELV, les candidats écologistes jouant largement sur la popularité de la thématique liée à l'environnement. L'argument de la notoriété du personnel politique au niveau local joue donc. C'est le cas pour Catherine Trautmann, ancienne maire de Strasbourg qui ne mentionne pas le PS dans sa communication personnelle, bien que sa liste affiche les couleurs du parti.

D'autres cas de figure peuvent également apparaître, soulignant des investitures hors du cadre traditionnel des partis concernés au fil des alliances locales. Michèle Rubirola, tête de liste du Printemps marseillais, est une ancienne militante d'EELV, bien qu'ayant le soutien du PS et de LFI. Sa communication personnelle fait ainsi abstraction de ces deux formations, tandis que les supports produits par la liste elle-même mentionnent ces soutiens.

60% des candidats Les Républicains étudiés masquent également le soutien du parti. Quatre des

six candidats concernés se distinguent par la forte notoriété dont ils bénéficient comme maires sortants : Nicolas Florian à Bordeaux, Jean-Luc Moudenc à Toulouse, Christian Estrosi à Nice ainsi que Rachida Dati à Paris. Cette dernière n'est maire que du seul 7^e arrondissement de Paris mais peut compter sur une notoriété au niveau national. Deux candidats n'entrant pas dans cette catégorie ont également fait le choix de masquer leur étiquette LR, Étienne Blanc à Lyon et Jean-Philippe Vetter à Strasbourg.

Au total, **13 des 24 candidats étudiés qui n'affichent pas leur parti d'origine ont le soutien de LR ou du PS**. Sept d'entre eux sont les maires sortants que nous venons de citer. Les deux formations traditionnelles du clivage gauche-droite jouent ainsi sur leur ancrage local et la prime accordée aux sortants pour masquer leur étiquette partisane.

Plusieurs des candidats concernés au sein de ces formations ne sont toutefois ni dans le cas d'une notoriété spécifique, ni d'une ambiguïté sur leur appartenance au parti. Ce qui appuie une troisième piste de travail, **l'hypothèse d'une volonté d'ensemble de ne pas mettre en avant des formations impopulaires. Le Parti socialiste et Les Républicains génèrent respectivement 72% et 68% de mauvaises opinions auprès des Français.**

Ces résultats se lisent dans un contexte global d'impopularité des partis. LREM fait ainsi état, selon le même sondage, de 64% de mauvaises opinions dont 36% de « très mauvaises opinions », soit plus que le PS et LR. On peut y voir une des raisons de la stratégie d'affichage nuancée du parti au pouvoir, qui oscille entre la quête de légitimité de ses candidats. Récemment arrivés sur la scène politique, ils ne peuvent se reposer que sur l'étiquette du parti, qui souffre toutefois d'une image dégradée au niveau national. À l'opposé, on perçoit un contraste marqué à gauche. EELV bénéficie de 55% de bonnes opinions et constitue la première formation du paysage politique sur ce plan. Ce que ses candidats apparaissent vouloir mettre à profit de par leur communication.

Interrogé pour les besoins de cette étude, le journaliste politique de France 2 Jean-Baptiste Marteau appuie ce constat par son expérience du terrain. « On est dans un rejet assez général des partis politiques comme institution. Comme il y a rejet de la classe politique, voire des médias par ailleurs. Donc il y a la volonté des partis d'ouvrir au maximum », commente-t-il. « C'est un serpent de mer depuis une dizaine d'années. Au début, on essayait de faire une ou deux prises 'société civile' sur des listes municipales ou régionales. Là on a passé un cap, on a des candidats qui refusent totalement l'étiquette du parti. Aucun logo sur les tracts. Si vous êtes électeur, bon courage pour savoir avec les tracts et programmes si c'est une liste de gauche ou de droite. On a une sorte d'anonymisation des listes aux municipales. »

On retrouve **une stratégie similaire, quoique nuancée en fonction des contextes locaux**, dans le cas des candidats **La République en marche**. Cinq des neuf candidats LREM (56%) du panel se présentent sans afficher les couleurs du parti sur leur communication personnelle. On compte notamment Yvon Berland à Marseille, Jean-Luc Moudenc à Toulouse, Yann Cucherat à Lyon, Alain Fontanel à Strasbourg. La communication numérique des listes présentées par les deux derniers cités ne présentent pas non plus le soutien du parti présidentiel. Agnès Buzyn, à Paris, évite également de rappeler son investiture dans sa communication personnelle, bien que sa liste en fasse mention sur ses supports numériques, comme c'est le cas pour celle de Yann Cucherat.

On retrouve chez LREM la logique identifiée précédemment. **Quatre des cinq candidats concernés bénéficient d'une forte notoriété**. Une reconnaissance locale pour Jean-Luc Moudenc, maire sortant, Alain Fontanel et Yann Cucherat en tant qu'adjoints aux maires sortants. Et nationale pour Agnès Buzyn, ministre de la Santé jusqu'à son remplacement subi de Benjamin Griveaux. L'aspect transpartisan joue également un rôle, notamment pour Jean-Luc Moudenc, qui s'appuie sur le double soutien de Les Républicains et de La République en marche.

Au contraire, **les quatre candidats LREM qui font état de leur étiquette ont pour trait commun un engagement politique récent** avec l'émergence du parti présidentiel en 2017. On compte ainsi deux députés de la majorité, Valérie Oppelt à Nantes et Patrick Vignal à Montpellier, ainsi que des profils issus des rangs des « marcheurs » à Bordeaux et Lille. La candidate lilloise, Violette Spillebout, revendique par ailleurs à la fois son identité LREM et de n'avoir « jamais eu de mandat politique auparavant », son site précisant : « cette élection est pour elle la première ». Elle s'inscrit dans un mouvement plus global sur ce point, près de 50% des candidats investis par LREM étant des « primo-candidats » selon des chiffres avancés par le parti au cours de nos échanges.

Enfin, **La France insoumise a fait le choix de limiter les candidatures au nom du parti pour favoriser le soutien à des listes citoyennes**, quitte à ne pas en prendre la tête. Les candidats LFI du panel font ainsi état de stratégies d'affichage diverses. Ils partagent le fait de ne pas être issus d'une majorité sortante et font pour la plupart état d'un engagement récent en politique. On peut néanmoins citer les parcours d'élues de Nathalie Perrin-Gilbert, maire d'arrondissement à Lyon, et de Danielle Simonnet dans l'opposition au Conseil de Paris. Au total, cinq des dix candidats LFI du panel font le choix de ne pas mettre en avant le soutien de la formation de Jean-Luc Mélenchon, à Nantes, Nice ou Montpellier par exemple. Quatre candidats ont fait le choix inverse, à Paris, Strasbourg, Lille et Toulouse.

Focus sur l’affichage partisan des listes étudiées

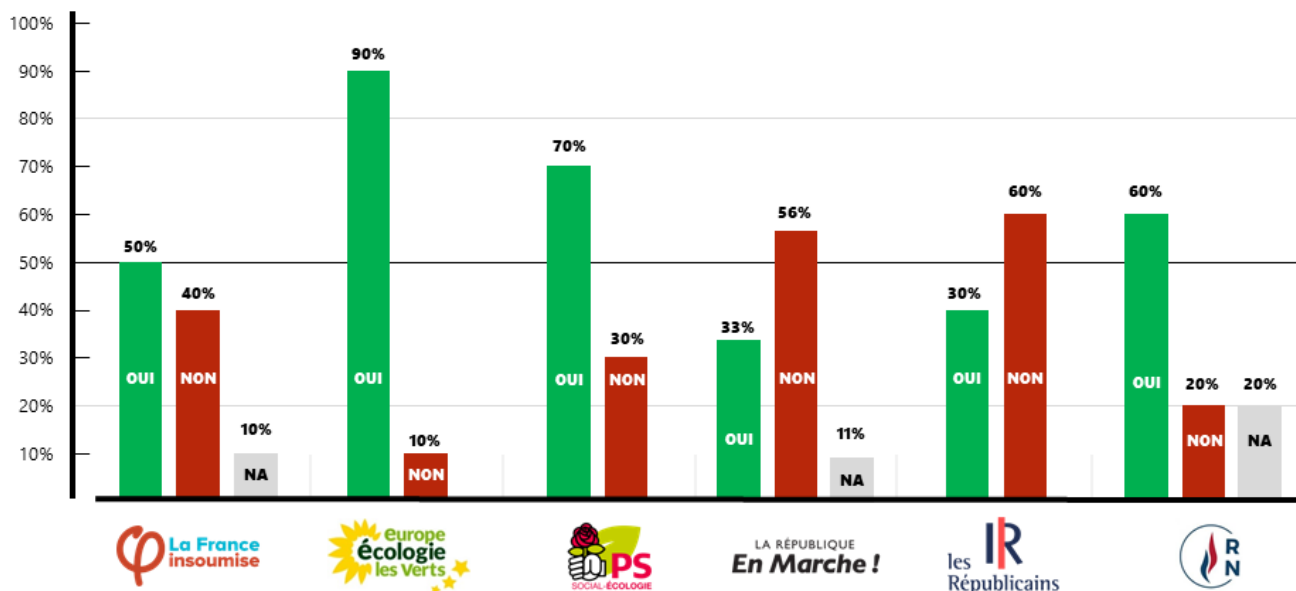
L’étude de l’affichage partisan effectué sur les supports de communication spécifiques aux listes (comptes Twitter, sites web) nuance les constats relevés vis-à-vis des têtes de liste. Si, dans le format court de cette note, nous ne prendrons pas la peine de relever l’ensemble des stratégies partisans, on peut néanmoins relever des éléments saillants.

Graphique n°2 : Relevé des stratégies d’affichage des listes présentées par les six partis du panel dans les dix plus grandes villes françaises

Les listes étudiées affichent-elles leur affiliation au(x) parti(s) qui les ont investies ou les soutiennent ?



Proportions des candidats affichant leur(s) étiquette(s) partisane(s) sur les 10 plus grandes villes françaises au premier tour des élections municipales du 15 mars 2020 pour les 6 partis étudiés. Tous les partis étudiés présentent un panel de 10 candidats, sauf LREM dont le candidat à Nice s'est retiré du scrutin.



Source : Fondation Jean-Jaurès.

EELV confirme sa stratégie de mise en lumière de son étiquette partisane. **9 des 10 listes étudiées ayant reçu le soutien d'EELV en font état.** Pour Jean-Baptiste Marteau, journaliste politique à France 2, les écologistes ont à cœur de mettre à profit une tendance nationale : « L'écologie devient une priorité des Français et EELV a fait un bon score aux européennes. Donc, de nombreux candidats essaient de transformer cet état de fait en victoire politique, et revendiquent haut et fort cette étiquette écologiste, en disant « on est les premiers, les plus légitimes ». En se disant « ils préféreront toujours l'original à la copie », car beaucoup de listes ont verdi leurs campagnes, leurs propositions ».

Au Rassemblement national, on applique également le principe d'afficher les couleurs du parti, dans des proportions toutefois moindres que celles des candidats, avec 60% des listes faisant mention du soutien du RN, 20% préférant le masquer – à Paris et Strasbourg –, et 20% de listes pour lesquelles le manque de supports numériques limite le relevé.

Si LREM, LR et LFI restent dans des positions nuancées en fonction du contexte local, en conformité avec la stratégie personnelle d'affichage de leurs candidats, **en revanche le Parti socialiste se distingue : 7 des 10 listes étudiées affichent ouvertement le soutien du parti de la**

rose. À Marseille, Lille, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Nice et Strasbourg, les socialistes affichent leurs couleurs. Soit sur des listes d'union avec les Insoumis et les écologistes, comme à Marseille et à Bordeaux. Parmi les trois maires sortantes, seule Martine Aubry présente toutefois une liste teintée du logo PS, Anne Hidalgo et Johanna Rolland ayant souhaité mettre en avant des dynamiques citoyennes.

De la diversité des aventures citoyennes

Parmi le panel des 55 listes étudiées, 24 d'entre elles se présentent comme étant portées par une structure citoyenne, séparée du parti et du seul soutien à la tête de liste. En d'autres termes, dans les 10 plus grandes villes françaises, **une liste sur deux présentée par l'un des premiers partis du pays fait état d'une dynamique bâtie hors de leurs murs.**

L'ensemble de ces listes, que nous désignons comme portées par des structures *ad hoc* externes aux partis, partagent des traits communs :

1. elles mettent en avant une communication qui leur est propre ;
2. elles proposent la possibilité de militer en leur faveur sans passer par le parti ;
3. elles se présentent comme le fruit d'un mouvement collectif, allant au-delà du seul soutien à la tête de liste.

Une fois ces critères arrêtés, la sélection de structures *ad hoc* relève une importante diversité des motivations amenant à la formation de tels mouvements. On relève principalement deux modèles :

- **À gauche, des listes issues des mouvements citoyens calqués sur le fonctionnement de la vie associative.** À l'image d'Archipel citoyen à Toulouse ou du mouvement Viva! à Nice. Si elles peuvent afficher le soutien de partis, les listes se veulent largement indépendantes des formations politiques. Viva! revendique ainsi une liste « différente, car elle sera, pour plus de la moitié, constituée de femmes et d'hommes qui ne sont membres d'aucune force politique. » Ces mouvements font la promotion d'une forte culture de la démocratie interne.
- Au centre du jeu politique, **des listes de tous bords se constituent sous la forme de collectifs citoyens.** Soit pour appuyer une candidature de maires sortants, comme à Paris avec Anne Hidalgo, ou à Nice avec la formation « L'essentiel, c'est vous » de Christian Estrosi. Les candidats LREM ont également une tendance forte à lancer ce type de dynamique. Nous avons ainsi recensé quatre listes LREM mettant en avant des logiques de collectifs citoyens et dotés d'une vie propre, dépassant le seul cadre partisan, à Bordeaux, Lille, Montpellier et Strasbourg. S'ils reprennent l'identité visuelle de LREM, ces mouvements se présentent

avant tout comme « des collectifs ». Une stratégie qui n'est pas contradictoire avec un affichage partisan. « LREM s'est construit en mettant en avant des profils étiquetés 'société civile'. C'est encore le cas dans la campagne parisienne mais pour autant l'étiquette partisane LREM n'est pas cachée. Car sans ancrage local, le parti, dont l'image n'est pas encore trop abîmée, doit compter sur le tampon LREM », commente ainsi Charlotte Belaïch, journaliste à *Libération*, interrogée dans le cadre de cette étude.

La distinction essentielle entre les deux formats tient à l'origine du mouvement citoyen. Dans le premier modèle, les partis tendent à soutenir un mouvement constitué, construit hors des formations traditionnelles. Tandis que les « collectifs » apparaissent se développer dans le creuset d'un parti originel : le PS pour Paris en commun, LREM pour l'exemple lillois.

On constate toutefois peu de cas de mouvements citoyens à droite. Seulement deux listes du panel sont référencées sur ce modèle au sein de LR, à Nice et à Lyon. Tandis que le RN a, quant à lui, tenu à soutenir l'association Aimer Paris et sa tête de liste Serge Federbusch dans la campagne parisienne.

En tout état de cause, **notre étude met en lumière une tendance partagée à l'affichage de dynamiques dites citoyennes** aux élections municipales. Dans les formations historiques, PS et LR, ou encore chez certains candidats de la majorité ou de La France insoumise, **on note la volonté de se passer de l'étiquette partisane pour faire campagne**. Plus largement, à gauche et au centre du jeu politique, les listes étudiées font état d'un **recours massif à des collectifs citoyens, développés hors du cadre traditionnel des partis politiques**.

Nos travaux se limitent à l'étude des candidats présentés par les six premiers partis français dans les plus grandes villes de France. Ils illustrent toutefois l'essor croissant de listes formées en parallèle, voire en dehors, des cadres partisans qui nous sont familiers. À Montpellier, on compte quatre candidats se présentant sans le soutien d'un des partis de notre panel parmi les cinq candidats donnés en tête au premier tour. Parmi eux, le maire sortant Philippe Saurel, l'entrepreneur Mohed Altrad et Rémi Gaillard se présentent hors de tout cadre partisan.

La plateforme Action commune définit principalement les listes participatives par la volonté de co-construire le programme ainsi que de déterminer les candidats « le plus tard possible, après définition des missions et qualités attendues des futurs élus, selon un processus démocratique ouvert et transparent ». Les candidats ne doivent afficher « le soutien d'aucun parti politique ». Et pourtant, la plateforme accorde son label à la liste Archipel citoyen à Toulouse, qui revendique le soutien d'EELV et de La France insoumise.

On le voit, même pour les organisations les plus avancées sur ce sujet, il est difficile de définir précisément la notion de liste citoyenne. Elle constitue néanmoins une composante centrale de cette campagne et décrit des réalités différentes à travers le territoire. L'organisation, la construction du programme ou encore le mode de recrutement des candidats varient ainsi fortement en fonction du contexte local et de la couleur politique.

Entretiens : vers un effacement progressif des partis en politique locale ?

En vue d'élargir la réflexion sur les résultats de la présente étude, nous avons réalisé une série d'entretiens avec des représentants des forces politiques étudiées ainsi que des journalistes spécialisés. Les personnalités interrogées sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Prénom Nom	Titre
Pierre Person	Délégué général adjoint de La République en marche Député de Paris
Dieynaba Diop	Porte-parole du Parti socialiste Adjointe au maire (2014-2020) en charge de la Culture, Les Mureaux (Yvelines)
Martine Billard	Membre du Comité électoral de La France insoumise Ancienne députée de Paris (2007-2012)
Charlotte Belaïch	Journaliste, <i>Libération</i>
Jean-Baptiste Marteau	Journaliste politique, France 2

À noter que l'ensemble des partis concernés par cette étude se sont vu proposer un entretien. Les trois formations non représentées dans notre panel d'entretiens (EELV, LR, RN) n'ont pas formulé de réponses à nos demandes d'interview.

La place des partis dans la campagne remise en question face à une demande de participation renforcée des citoyens

La présente étude pose le constat d'une dynamique d'anonymisation des listes, sauf en ce qui concerne les candidats d'Europe Écologie-Les Verts et du Rassemblement national. Afin d'expliquer ce phénomène, plusieurs facteurs ont pu être avancés par notre panel. En premier lieu, les répondants font état d'une **prise de conscience de la défiance des citoyens vis-à-vis des formations politiques** à leur égard. Jean-Baptiste Marteau, journaliste politique à France 2, évoque un « rejet assez général des partis politiques comme institution. Comme il y a rejet de la classe politique, voire des médias ». « Ce qui pousse les candidats à se passer des étiquettes, c'est qu'aujourd'hui nous sommes dans une vraie crise démocratique », abonde Dieynaba Diop au nom du Parti socialiste. « Nous sommes dans une défiance des citoyens vis-à-vis des politiques et des partis traditionnels », complète-t-elle.

Un constat partagé et étendu par Martine Billard, membre du Comité électoral de La France insoumise. Elle voit dans la désaffection des citoyens la cause d'une hausse continue de l'abstention. « De plus en plus de Françaises et de Français ne participent plus aux élections. Y compris pour les municipales, même si ça reste le scrutin le plus mobilisateur après la présidentielle ». L'ancienne députée y intègre une notion économique : « c'est lié au niveau social des communes. La différence de participation est nette entre des villes bourgeoises et des villes plus populaires, où elle est plus faible. Cela crée de fait un vote censitaire. La question, c'est comment remobiliser ces citoyens ? », interroge-t-elle.

Notre panel souligne également un second facteur, connexe au déclin des partis politiques dans l'opinion : la perception de la montée en puissance d'une demande de participation plus forte des citoyens à la vie démocratique. Ce qui amène les candidats à présenter leur campagne sous le signe de l'ouverture à la société civile.

« Il y a une volonté de répondre à l'envie des citoyens de devenir parties prenantes de la vie de la cité. Le meilleur exemple est la demande récurrente de mettre en place le RIC par les 'gilets jaunes'. On a de plus en plus de citoyens qui s'engagent en disant 'c'est ma ville, on n'a pas à être représenté uniquement par des professionnels' », commente Dieynaba Diop. Elle rappelle également le rôle important que joue les maires sortants, connus des habitants, dans l'effacement des étiquettes

partisanes de certaines campagnes.

Interrogée à propos de la campagne parisienne, la porte-parole du PS décrit en ce sens la stratégie de Paris en commun : « Anne Hidalgo n'a pas besoin de dire qu'elle est socialiste, tout le monde le sait. Il faut savoir adapter sa liste pour montrer aux gens qu'on est dans une logique d'ouverture et le prouver ». « Ce n'est pas inédit, mais il y a une montée en puissance de cet affichage citoyen. C'est le cas notamment pour Anne Hidalgo », analyse Charlotte Belaïch pour *Libération*.

« C'est vrai qu'aujourd'hui les listes sont un peu plus ouvertes dès le départ », reconnaît Martine Billard. Néanmoins, elle met en garde contre des « habitudes qui reviennent vite. Même quand on appelle les citoyens à s'impliquer dans les listes, on a tendance à se répartir les premiers postes entre compagnons de route. Mais c'est plus difficile qu'avant. Ce qui est positif parce que ça montre la montée des revendications citoyennes. »

L'ouverture constitue également un enjeu de recrutement dans des partis affaiblis ou des campagnes se présentant sans les moyens d'un appareil. À propos de certains cas de figure parisiens, Charlotte Belaïch fait la remarque suivante : « Pour Anne Hidalgo, c'est aussi une stratégie politique, de même que pour Cédric Villani, qui doit remplir ses listes ». Elle note néanmoins « une vraie prise en compte de l'importance de la participation citoyenne. On le voit dans les programmes, avec l'intégration de mesures spécifiques. »

« Il y a une tendance à essayer de faire des listes 'société civile'. On l'a vu à Toulouse, où le PS était trop faible pour présenter un candidat, comme le PCF et Les Verts. Plutôt que de faire une liste d'union classique avec un candidat traditionnellement PS en tête de liste, ils ont fait une liste citoyenne », décrit Jean-Baptiste Marteau du service politique de France 2. « En fait, dans cette liste, on se rend compte qu'on a pratiquement que des gens engagés. Avec quelques personnes issues de la société civile. [...] Le parti est tellement faible qu'on s'en détache souvent pour essayer de construire une liste citoyenne, qui est un regroupement de partis qui ne dit pas son nom. »

S'il est difficile d'attester de l'objectif que poursuivent les instigateurs de listes citoyennes, il apparaît qu'elles soient constituées pour parer en premier lieu à un besoin politique : **répondre à une demande croissante de participation**. Ainsi qu'à des impératifs tactiques, là où des partis affaiblis se reposent sur une **dynamique issue de la société civile**.

Un constat partagé par Pierre Person, délégué général adjoint de La République en marche. Ce dernier note dans l'essor des listes se revendiquant comme citoyennes « une dynamique qui s'inscrit dans la continuité de ce qu'on voit depuis six ans, marquée par l'affaiblissement des partis

politiques, la volonté de démontrer que la politique n'est pas un métier de professionnels, et que lorsqu'on est issu de la société civile, on peut les faire valoir dans le champ politique ».

« On fait face à un affaiblissement des corps intermédiaires et des corps collectifs, et ça se reflète sur l'échiquier politique », complète-t-il au nom du parti présidentiel, appelant à poursuivre le travail engagé par son mouvement : « dans la société actuelle, de plus en plus individualiste, il faut travailler à deux choses : faire en sorte que la société civile soit plus présente et que les partis politiques se renouvellent. Mon expérience me fait dire qu'un attelage composite de la société civile et de membres engagés dans des partis politiques est la meilleure solution ».

Regard sur les stratégies partisanes aux élections municipales

À gauche, une union difficile autour des logiques citoyennes

Notre panel exprime la grande diversité des contextes locaux. Il n'y a pas « d'uniformité des stratégies », rappelle ainsi Jean-Baptiste Marteau, ou, autrement dit, de stratégie nationale se déclinant à l'identique à l'échelle municipale. Les échanges font néanmoins apparaître des traits communs aux différentes campagnes selon les lignes stratégiques de chaque formation politique.

À gauche, la campagne des municipales a donné lieu au développement de stratégies diverses, voire opposées, de ses trois forces principales, le PS, Europe Écologie-Les Verts et La France insoumise.

Du côté de La France insoumise, l'enjeu majeur affiché est de répondre à la baisse de la participation des catégories populaires. Martine Billard avance à cet effet deux stratégies potentielles. Une évolution dans la manière de faire campagne, « on fait du porte-à-porte et on va chercher les gens ». Une approche qui « crée un biais, car on nous dit qu'on nous voit uniquement à l'occasion des élections ». Et ce, dans un format qui implique que « des sachants s'adressent à des citoyens passifs ». La France insoumise a donc privilégié le soutien systématique à des listes issues de mouvements citoyens. « La meilleure façon pour que les équipes municipales s'occupent des problèmes des citoyens des catégories populaires, c'est que ces citoyens soient membres des équipes municipales ».

« On part de l'implication citoyenne pour construire des listes. On n'est pas dans des logiques comptables entre partis. Et on n'est pas dans la revendication systématique de la tête de liste. [...] Lorsqu'on peut, **on fait le choix de la construction citoyenne, du réinvestissement citoyen** », complète-t-elle.

Une autre analyse de cette stratégie de l'engagement de LFI au sein de listes citoyennes, sans affichage partisan, serait de la présenter comme une manière de « masquer la défaite », de « faire que le résultat soit plus facile à digérer le soir du vote », pour le journaliste Jean-Baptiste Marteau. Si la liste « est uniquement citoyenne, on prend toujours moins de risque : le calcul est 'gagnant-gagnant', si la liste gagne vous pouvez mettre la ville dans votre escarcelle, sinon la défaite n'est pas à mettre au crédit du parti », analyse-t-il.

Cette lecture de la stratégie insoumise est en partie partagée au sein du Parti socialiste. Pour Dieynaba Diop, « si c'est tout à leur honneur de participer à ces listes citoyennes, il est clair que ça leur profite : participer à ces listes leur permettra d'avoir des élus et ensuite d'être présents au troisième tour, celui des sénatoriales. On sait très bien que cette logique-là est présente dans l'esprit de tout à chacun. »

À l'opposé, **le PS défend une approche plus traditionnelle d'union de la gauche.** « Notre stratégie nationale, elle est simple. Là où nous avons des maires sortants, nous les soutenons. Mais surtout nous souhaitons œuvrer pour un rassemblement de la gauche », commente la porte-parole du parti. Faisant le constat de son déclin national et de sa force locale, le parti à la rose joue à plein la carte de l'unité : « **le seul moyen pour nous de faire vivre la gauche, c'est de faire le rassemblement le plus large possible.** Soit nous avons des candidats sortants et ils rassemblent des personnes de toutes étiquettes. Soit nous participons à des listes montées par d'autres forces de gauche. »

La France insoumise apparaît peu favorable à s'engager dans une campagne qui soit une simple « union de partis ». Martine Billard rappelle cependant « que dans les municipales, il y a deux tours et qu'il suffit de faire 10% pour se maintenir. Donc cela nous ouvre des possibilités de discussion sur un second tour ». Avant de mettre en garde : « pour participer à une majorité, il faut un accord politique. Il ne faut pas qu'on abandonne nos engagements ».

Sur le plan de l'union, la porte-parole du PS, Dieynaba Diop, rappelle l'existence « d'un accord national » avec le Parti communiste français (PCF). Elle déplore qu'EELV ait « une stratégie différente : dès que c'est possible, ils partent seuls, et là où ils ne le peuvent pas, ils font l'union ».

L'autonomisation locale des écologistes d'Europe Écologie-Les Verts est étroitement liée à la dynamique nationale. « À Paris, il n'y a aucune volonté de camoufler la marque EELV, d'autant que depuis les européennes, l'étiquette EELV joue un rôle positif », raconte la journaliste Charlotte Belaïch. « L'écologie devient une priorité des Français », note son confrère Jean-Baptiste Marteau, qui voit les candidats EELV tenter de transformer « cet état de fait en victoire politique : en disant,

‘on était les premiers, on est les plus légitimes’».

On note également la synthèse qui s’opère entre l’essor des listes citoyennes et les pratiques en vigueur chez les écologistes. « C’est le premier parti à avoir mesuré l’importance des profils citoyens et de la participation citoyenne, en incluant des citoyens dans leurs listes, sans les contraindre de rejoindre le parti », rappelle Charlotte Belaïch. Une inscription dans l’air du temps qui n’apparaît pas toujours compatible avec la volonté de « partir seul » des candidats écologistes. Martine Billard décrit ainsi des cas de listes citoyennes « où la liste se construit sur un programme puis le vote se fait tardivement sur la tête de liste. Ensuite, certaines forces comme EELV, quand le vote ne leur est pas favorable, se désengagent des listes ». Et de citer les exemples de Nice, Marseille ou encore Quimper.

La stratégie de La République en marche pour ce premier scrutin local

La République en marche fait face au premier scrutin local – hormis les élections sénatoriales – depuis son lancement en 2017. En ce sens, les répondants font état des difficultés à analyser la stratégie du parti présidentiel. « C’est toujours un poids dans une élection locale de s’afficher comme le parti au pouvoir », note Jean-Baptiste Marteau, qui évoque « un choix stratégique assez étonnant : ils ont investi très peu de candidats. Maintenant, ils n’annoncent même plus d’objectifs de victoire, mais parlent d’objectifs de conseillers municipaux ».

Pierre Person, délégué général adjoint de La République en marche, défend de son côté une campagne conçue « pour renforcer notre maillage territorial, en augmentant notre nombre d’élus locaux. Pour cela, notre stratégie tient sur deux piliers et a pour but de renforcer les personnes qui travaillent avec la majorité présidentielle. Soit on travaille avec des maires sortants, soit on propose une offre politique composite, avec une liste de rassemblement, composée d’alliés et de membres de la société civile. »

Sur le terrain, le parti a en effet accordé 289 investitures à des « marcheurs » et 303 soutiens à des candidats « Macron-compatibles » appartenant à d’autres formations, selon le relevé du journal *Le Monde*. « La première question qu’on pose quand on veut soutenir une liste, c’est : ‘êtes-vous compatible avec la stratégie de transformation de la République ?’. Si l’offre politique locale n’est pas compatible avec celle d’En Marche, dans ce cas, on va composer une liste », décrit Pierre Person. « On fait fi du ‘dégagisme’, on ne considère pas que ce soit nécessaire si les personnes sont, selon nous, compétentes et compatibles. Dans certains cas, **l’objectif était de renforcer des maires sortants**, notamment dans les grandes villes. Dans d’autres, nous avons lancé des listes autonomes, pour que de nouvelles personnalités et/ou citoyens s’implantent », complète-t-il. C’est le cas par exemple à Toulouse, où LREM a soutenu le sortant Jean-Louis Moudenc, également

porté par Les Républicains.

Le délégué général adjoint de LREM revendique la cohérence du parti, qui **soutient les candidats en accord « avec [leur] boussole idéologique »**. À ce titre, il note que « si les candidats peuvent choisir leur stratégie de communication en fonction du 'passif local', **deux tiers des listes LREM ont utilisé le 'kit d'outils'** qui leur a été proposé ». Pierre Person y voit une « preuve qu'elles n'ont pas l'étiquette 'honteuse' et au contraire, l'affichent ».

Celui qui est également député de Paris revendique la transparence du parti présidentiel, au contraire selon lui de formations mieux ancrées sur le territoire. « Quand vous regardez les candidatures des autres formations, une bonne partie des candidats se sont dégagés de leurs casquettes partisanes [...] **il s'agira probablement de l'élection la plus apartisanne de la V^e République** », estime-t-il. « Il y a une telle défiance vis-à-vis des partis politiques que des membres de l'opposition, des maires sortants, tentent d'effacer leurs étiquettes ». Des déclarations qui rejoignent en creux les constats effectués par les répondants au sein du PS ou de La France insoumise ainsi que par nos résultats chiffrés : les candidats privilégient la mise en avant d'une implantation locale et d'une légitimité citoyenne aux dépens de l'étiquette partisane, EELV et RN mis à part.

Dans l'opposition, on dénonce toutefois une **« logique opportuniste » de LREM**, selon les termes de la porte-parole du PS. « Ils ont donné des soutiens à des maires et candidats sans même leur demander leur avis. C'est le sens de la circulaire Castaner avec la création de la nuance Divers Centre. Fort heureusement le Conseil d'État a censuré cette disposition », assène Dieynaba Diop. « Si vous partez des nuances du ministère, bonne chance pour faire le bilan. Ils font tout pour cacher leurs résultats », approuve Martine Billard au nom de La France insoumise. « LREM prône une transparence absolue, ce qui peut parfois nourrir la presse. Quand il y a une liste soutenue par LREM, on le sait. **Si on avait souhaité effacer notre étiquette partisane, on l'aurait fait autrement** », rétorque Pierre Person.

Les élections municipales, point d'étape de la décomposition politique amorcée en 2017

Les constats effectués dans la présente étude peuvent se résumer à travers les deux éléments suivants :

1. on note une dynamique consistant à **masquer les étiquettes partisanes au profit de mouvements citoyens**, indépendants voire séparés des partis traditionnels, aux élections

municipales ;

2. ce mouvement s'inscrit dans un double impératif : la réponse à une **demande de participation** plus forte des citoyens à la vie démocratique, et **l'affaiblissement continu des structures partisans** ainsi que leur impopularité croissante. Et ce, bien que des forces telles qu'EELV et le RN tirent encore leur épingle du jeu.

La campagne des municipales a vu émerger des situations inédites. On peut citer la multiplication de candidats soutenus à la fois par le parti présidentiel et par des forces d'oppositions, PS ou LR. Et ce, dans des métropoles comme Montpellier, des villes moyennes avec l'exemple de Jean-Louis Louvel à Rouen, ou encore dans des zones périurbaines comme la liste de Dieynaba Diop aux Mureaux, soutenue par le PS et LREM.

En parallèle, la gauche voit plusieurs dynamiques s'opposer sur le plan électoral, entre les forces qui cherchent le chemin de l'union, l'appui aux listes citoyennes et la crise de leadership consécutive au faible score du Parti socialiste lors de l'élection présidentielle en 2017, à laquelle EELV entend remédier.

L'ensemble de ces mouvements s'inscrit pour nos répondants dans la suite logique de la recomposition politique entamée lors de l'élection d'Emmanuel Macron à la présidentielle. « L'élection de 2017 a provoqué une déconstruction du champ politique qui n'est pas terminée. On n'a jamais vu des gens passer aussi vite de droite à gauche ou l'inverse. On a des gens qui se combattaient qui sont désormais sur la même liste », pointe Martine Billard.

Une démarche assumée par LREM : « On a entamé **une recomposition du paysage politique en 2017, puis en 2019, on souhaite également que cela se produise au niveau local**. Au-delà du clivage droite-gauche, on souhaite déjà promouvoir une démarche par projet dans les villes. Dans ce système, En Marche cherche à être un lien avec des alliés au niveau national, avec lesquels travailler également au niveau local », déclare ainsi Pierre Person.

Une stratégie qui s'inscrit dans une perception plus large, celle de la fin du paysage partisan traditionnel. « Je trouve que l'avenir des partis politiques est assez sombre. On a de plus en plus une fuite des personnes engagées vers les associations, qui consacre une volonté de faire, et moins de structurer idéologiquement », note Pierre Person. Pour le délégué général adjoint de LREM, les partis politiques servaient originellement « trois objectifs : ils proposaient des offres d'engagement, ils organisaient et structuraient la réflexion politique puis mettaient en place une stratégie électorale ».

« Aujourd’hui, aucun de nos partis politiques ne recouvrent ces trois dimensions : ils sont devenus faibles idéologiquement, la réflexion étant plutôt l’apanage de structures externes, comme les think tanks ou les fondations, les services sont maintenant développés et proposés par le monde associatif. **De fait, les partis politiques ne sont plus que ce que les citoyens détestent – des machines électorales** », poursuit-il. Une lecture du jeu politique qui appelle selon lui au développement de structures partisanes moins pérennes : « on pourra avoir une organisation plébiscitée, qui, trois ans après, fait face à une crise de confiance. **Les organisations bicentennaires et centenaires doivent aujourd’hui ‘fermer boutique’** ».

La lecture crépusculaire de la vie partisane portée par LREM se confronte à celle exprimée – à titre d’exemple parmi d’autres propos recueillis – par le PS. Le parti à la rose voit dans les municipales l’occasion de perturber la recomposition en cours autour d’un duopole entre LREM et le Rassemblement national. « Cette élection municipale, elle est très particulière. Nous sortons d’un épisode politique où tout a été bousculé. Chacun doit rester crédible dans son couloir, sûr de ses valeurs. Mais nous devons aussi être conscients que la gauche est si fragmentée qu’elle doit faire le travail de l’union pour ne pas laisser l’opposition Macron *versus* Le Pen s’imposer. Et ça, ça passe par la construction d’un bloc à gauche, ce qui démarre dès maintenant, dès ces municipales », assure Dieynaba Diop.

Les élections européennes ont permis à chacun de se mesurer, la proportionnelle à un tour ne favorisant pas les alliances. Le scrutin local de mars 2020 joue à l’inverse le rôle d’un incubateur des stratégies partisanes, multipliant les cas d’espèces au niveau local, actant le déclin des partis comme seuls acteurs du jeu politique. En ce sens, les résultats du 15 mars 2020 constituent une étape supplémentaire dans la recomposition de la scène politique nationale.

Annexe : panel des listes étudiées

Dans les dix plus grandes villes de France, nous avons analysé la communication numérique des listes, et des candidats à leur tête, présentées ou soutenues par les six partis étudiés : La France insoumise (LFI), Europe Écologie-Les Verts (EELV), Parti socialiste (PS), La République en marche (LREM), Les Républicains (LR) et Rassemblement national (RN).

L’ensemble du panel est détaillé dans le tableau ci-dessous.

Ville	Candidat(s) tête de liste (prénom nom)	Liste candidate	1 – Parti du panel ayant investi ou soutenu la liste
Paris	Danielle Simonet et Vikash Dhorasoo	Décidons Paris	LFI
Paris	David Belliard	L'écologie pour Paris	EELV
Paris	Anne Hidalgo	Paris en commun	PS
Paris	Agnès Buzyn	Ensemble pour Paris	LREM
Paris	Rachida Dati	Dati pour Paris	LR
Paris	Serge Federbusch	Aimer Paris	RN
Marseille	Michèle Rubirola	Printemps marseillais	PS, LFI
Marseille	Yvon Berland	Voir grand agir vite	LREM
Marseille	Sébastien Barles	Debout Marseille	EELV
Marseille	Martine Vassal	Une volonté pour Marseille	LR
Marseille	Stéphane Ravier	Protéger les Marseillais, faire briller Marseille	RN
Nantes	Julia Laernoës	Nantes Ensemble	EELV
Nantes	Valérie Oppelt	Nantes avec vous	LREM
Nantes	Johanne Rolland	Nantes en confiance	PS
Nantes	Laurence Garnier	Mieux vivre à Nantes	LR
Nantes	Éléonore Revel	Le bon sens pour Nantes	RN

Ville	Candidat(s) tête de liste (prénom nom)	Liste candidate	1 – Parti du panel ayant investi ou soutenu la liste
Nantes	Margot Medkour	Nantes en commun	LFI
Lille	Julien Poix et Élodie Cloez	Décidez pour Lille	LFI
Lille	Violette Spillebout	Faire respirer Lille	LREM
Lille	Martine Aubry	Lille en commun, Lille en confiance	PS
Lille	Marc-Philippe Daubresse	Tous pour les Lillois	LR
Lille	Stéphane Baly	Lille verte 2020	EELV
Lille	Éric Cattelin-Denu	Reprenez le pouvoir	RN
Toulouse	Antoine Maurice	Archipel citoyen	EELV, LFI
Toulouse	Nadia Pellefigue	Une nouvelle énergie pour Toulouse	PS
Toulouse	Jean-Luc Moudenc	Aimer Toulouse	LREM, LR
Toulouse	Quentin Lamotte	Rassemblement toulousain	RN
Lyon	Nathalie Perrin-Gilbert	Lyon en commun	LFI
Lyon	Yann Cucherat	Prendre un temps d'avance	LREM

Ville	Candidat(s) tête de liste (prénom nom)	Liste candidate	1 – Parti du panel ayant investi ou soutenu la liste
Lyon	Sandrine Runel	La gauche unie – Vivons vraiment Lyon	PS
Lyon	Grégory Doucet	Maintenant Lyon	EELV
Lyon	Étienne Blanc	Bleu blanc Lyon	LR
Lyon	Agnès Marion	Pour l’amour de Lyon	RN
Bordeaux	Pierre Hurmic	Bordeaux respire	EELV, PS
Bordeaux	Thomas Cazenave	Renouveau Bordeaux	LREM
Bordeaux	Nicolas Florian	Nicolas Florian 2020	LR
Bordeaux	Bruno Paluteau	Le réveil bordelais	RN
Bordeaux	Philippe Poutou	Bordeaux en lutte	LFI
Nice	Mireille Damiano	Viva ! Démocratie – écologie – solidarité	LFI
Nice	Patrick Allemand	Nice au cœur	PS
Nice	Jean-Marc Governatori et Juliette Chesnel	Nice écologique	EELV
Nice	Christian Estrosi	L’essentiel, c’est vous	LR
Nice	Philippe Vardon	Retrouver Nice	RN
Montpellier	Alenka Doulain	#NousSommesMontpellier	LFI

Ville	Candidat(s) tête de liste (prénom nom)	Liste candidate	1 – Parti du panel ayant investi ou soutenu la liste
Montpellier	Coralie Mantion	Choisir l'écologie pour Montpellier	EELV
Montpellier	Michaël Delafosse	Faire respirer la ville	PS
Montpellier	Patrick Vignal		LREM
Montpellier	Alex Larue		LR
Montpellier	Olaf Rokvam		RN
Strasbourg	Kevin Loquais & Améris Amblard	Strasbourg en commun	LFI
Strasbourg	Catherine Trautmann	Faire ensemble	PS
Strasbourg	Jeanne Barseghian	Strasbourg écologiste et citoyenne	EELV
Strasbourg	Alain Fontanel	Toutes les forces de Strasbourg	LREM
Strasbourg	Jean-Philippe Vetter		LR
Strasbourg	Hombeline du Parc	Rassemblement pour Strasbourg	RN